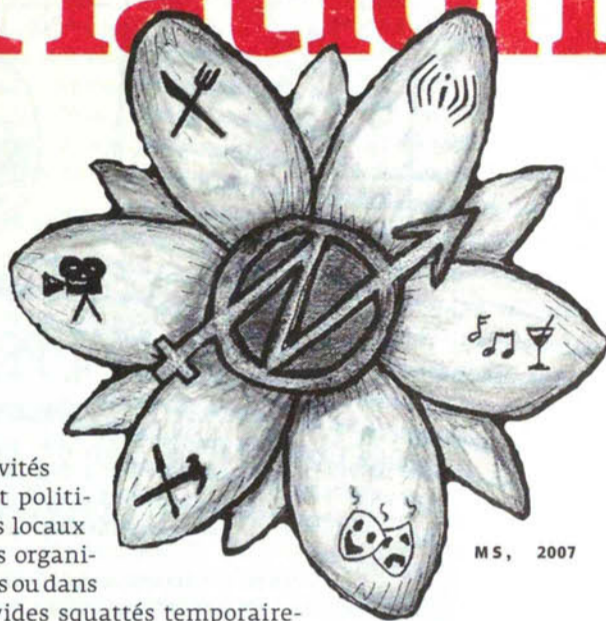




Centre social autogéré dans Pointe-Saint-Charles

Le Couac

Contre l'embourgeoisement, la réappropriation populaire



MS, 2007

CENTRE SOCIAL AUTOGÉRÉ

Le 29 mai, le Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles fera fi de la propriété immobilière privée et s'appropriera un bâtiment abandonné pour y établir le siège de ses activités. Cette action directe vise à dénoncer l'embourgeoisement dans l'arrondissement Sud-Ouest et à construire un espace communautaire clairement situé à l'extrême gauche du spectre politique.

Embourgeoisement des quartiers ouvriers

L'arrondissement Sud-Ouest, constitué des quartiers

fois du travail aux habitantes et habitants des quartiers avoisinants sont aujourd'hui presque toutes disparues. Tout autour du canal, condos de luxe, marina privée, stationnements intérieurs et grosses voitures pullulent maintenant – et tournent le dos aux quartiers situés derrière. Le Canal est maintenant un couloir embourgeoisé, entouré par des quartiers où le même processus commence à se faire sentir. Les promoteurs ont compris comment contourner les règles municipales et proposent des projets immobiliers en plusieurs phases, chacune assez petite pour se soustraire aux obligations d'y construire des logements sociaux et/ou communautaires.

tient des activités culturelles et politiques dans des locaux prêtés par des organisations locales ou dans des espaces vides squattés temporairement. Pointe-Saint-Charles est considéré par les pouvoirs publics comme un « désert culturel » et un « désert alimentaire », ce qui signifie que la culture et l'approvisionnement en nourriture de qualité y sont difficiles (il y a une épicerie pour 25 dépanneurs et une bibliothèque comme seul espace culturel). C'est notamment pour répondre à ces besoins criants que le CSA a mis en place des « projets autonomes ».

Le CSA compte un café-bar/salle de spectacle, une structure de cinéma itinérant, une cuisine collective, un centre des médias indépendants, des ateliers d'éducation populaire et des ateliers de travail, tous itinérants pour l'instant. Il est aussi à l'origine de la première flotte de vélos communautaires complètement gratuits, lancée le 18 avril dernier. (Rappelons que le fameux BIXI du maire Tremblay n'est pas gratuit et n'est accessible que dans les quartiers du centre-ville.) Chacun de ces projets autonomes est animé par des personnes qui s'engagent volontairement dans une organisation anti-autoritaire, anticapitaliste et fondée sur l'entraide et la participation plutôt que sur la compétition et le profit.

L'action directe comme moyen de réaliser nos rêves

L'action directe est une stratégie qui vise à atteindre des résultats sans dépendre d'intermédiaires comme l'État ou l'entreprise privée. Elle est en usage depuis longtemps par le mouvement populaire. L'occupation de bâtiments vides est aussi une tactique connue et pratiquée. À Pointe-Saint-Charles comme dans plusieurs autres quartiers, l'action directe a été utilisée par la population pour se doter de services qu'elle considère absents ou inadéquats. Le CSA, plutôt que de faire une demande officielle aux autorités ou aux promoteurs immobiliers et d'attendre leur bon vouloir, va s'installer, commencer immédiatement sa programmation et, au besoin, négocier par la suite...

Pourquoi? Parce que les membres du CSA croient que l'appropriation des terrains et bâtiments du quartier par des grands promoteurs privés est certes légale, mais illégitime. Parce que les intérêts privés qui y sont défendus et les projets amenés vont en sens inverse de l'autonomie et de l'émancipation populaire. Parce que l'embourgeoisement est un bulldozer que les différentes consultations publiques et les élus municipaux n'ont pas permis d'arrêter. Puisqu'il est peu probable qu'un promoteur privé cède un bâtiment, les membres du CSA sont d'avis que la seule manière d'atteindre leur objectif est de construire un rapport de force en s'installant dans un bâtiment. Cette action, illégale selon les autorités qui font la loi, est selon eux légitime et nécessaire du point de vue de ceux et celles qui habitent le quartier.

Plus de 50 organisations populaires et/ou communautaires appuient cette initiative qui, sans aucun doute, fera des vagues en cette période électorale à Montréal. Dès le 30 mai, le CSA ouvrira ses portes et offrira des activités subversives qui sortent de la norme de la culture marchandisée.

Pour plus d'information : www.centresocialautogere.org



L'une des dernières initiatives du Centre social autogéré est la mise en service de 25 vélos en libre service gratuit dans Pointe-Saint-Charles. Entièrement composée de vélos et de pièces récupérées, la flotte a coûté moins de 100 \$ à constituer. Un atelier de soudure du coin a confectionné gratuitement les supports à vélo. PHOTO : MS, AVRIL 2009

populaires Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles et Ville-Émard/Côte-Saint-Paul, vit une effervescence immobilière qui a provoqué, entre 2004 et 2008, une hausse moyenne de l'évaluation foncière de 61 %, soit la plus élevée des arrondissements montréalais. Cette hausse fait suite à la forte pression du marché immobilier due au redéveloppement de zones industrielles en friche et celles à la conversion d'anciennes maisons ouvrières en « cottages » pour ceux qui ont les moyens de rénover complètement ces habitations souvent mal construites.

Dans le Sud-Ouest, les projets de transformation des friches industrielles en condos abondent : une bonne vingtaine sont en cours, en projection ou... arrêtés pour cause de crise économique. L'embourgeoisement, ce processus qui consiste à remplacer une population locale par des nouveaux arrivants de condition économique plus élevée, n'en est pas moins fortement avancé.

Les abords du Canal de Lachine sont maintenant presque complètement « redéveloppés » en habitations luxueuses ; les entreprises qui donnaient autre-

Pourquoi un Centre social autogéré?

Dans sa Déclaration, le Centre social autogéré prend position contre l'embourgeoisement des quartiers ouvriers du Sud-Ouest de Montréal « provoqué par des développeurs toujours à la recherche de plus hauts rendements économiques ». En effet, plusieurs immeubles sont laissés vacants depuis des années dans le but évident d'attendre que la valeur des terrains soit intéressante – la valeur de certains terrains a triplé entre 2004 et 2008. Constatant, à la suite de la fermeture du Café de la Petite Gaule et de l'Éco-boutique, que « plusieurs tentatives de création de projets autonomes à l'intérieur du système social actuel ont éprouvé de sérieuses difficultés dues aux loyers trop élevés et aux problèmes de financement », le CSA entend s'inscrire dans la tradition des groupes populaires qui ont pris en main l'avenir et se sont donné des services communautaires autonomes. C'est en ce sens que la prise d'un bâtiment abandonné du quartier pour y établir le siège de ses activités est considéré comme légitime, bien que la loi ne le permette pas.

Depuis le printemps 2008 le Centre social autogéré

Triangle amoureux

Plusieurs personnes craignent le pire depuis que Gilles Taillon a déclaré que sa libérale préférée est Nathalie Normandeau.

MUSIRONIE

Âge d'or

Mike Walker, directeur du développement de l'Agence canadienne de développement international, est catégorique : grâce aux efforts du Canada, l'Afghanistan ne vit plus à l'âge de pierre, mais plutôt à l'époque de Duplessis. Apprenant la nouvelle, l'ancien député adéquiste Sébastien Proulx a décidé d'y passer ses prochaines vacances.

MUSIRONIE

ATTENTION : DANGER!

Pauline Marois considère que la relation entre la ministre Normandeau et l'adéquiste François Bonardel comporte de très gros risques. Un peu comme si la ministre des Finances sortait avec le président de la SCF.

MUSIRONIE

L'attrait de la capitale

Afin de favoriser de meilleures candidatures au poste de député, Jean Charest engage une équipe d'escortes qu'il met à la disposition de l'Assemblée nationale. Les candidates féminines devront par contre se contenter de François Bonardel.

MUSIRONIE

Au nom de tous les miens

Pauline Marois s'oppose au port du foulard... islamique.



1247 LE COMPTEUR DE L'INADMISSIBLE

Au 1^{er} juin 2009, cela fait 1247 jours que Abdelkader Belaoui se terre dans l'Église St-Gabriel pour ne pas être déporté.
Pour l'aider : www.soutienpourkader.net

PLOGUE

LE COIN DU ZAP

Vancouver-Moscou, même combat (de boycott)

agora

Le Centre Social Autogéré de Pointe-Saint-Charles s'installe dans ses locaux permanents!

Avec la gentrification, les petits poissons se font chasser de leur quartier par les requins de l'immobilier...

On n'a plus d'espace pour nous, faut toujours payer pour être quelque part.

Voilà! La vie n'est pas une marchandise!

Il est temps d'ouvrir un Centre Social Autogéré à Pointe-Saint-Charles!

Tous ensemble on peut chasser ce gros requin!

On veut pas qu'nos communautés soient vendues aux intérêts privés! On veut qu'elles restent sous l'contrôle d'la collectivité! Vive le Centre Social Autogéré!

Poissons à l'action!

Le quartier appartient à ceux et celles qui l'habitent!

A L'ATTAQUE !!

Damn!

VENEZ APPUYER L'OUVERTURE DU SQUAT LE 29 MAI PROCHAIN

MANIFESTATION FAMILIALE ET FESTIVE!

RASSEMBLEMENT À 17h30 AU PARC St-GABRIEL À CÔTÉ DU MÉTRO CHARLEVOIX

INFO: WWW.CENTRESOCIALAUTOGERE.ORG
INFO@CENTRESOCIALAUTOGERE.ORG

CHRISTIAN VANASSE

Suggestion musicale : B.Y.O.B - System of a down

Le Devoir a publié cette semaine une lettre d'opinion dans laquelle l'auteur Francis Dupuis-Déri suggère que le Canada boycotte ses propres Jeux de Vancouver en 2010. Pourquoi? Mais voyons donc, pour les mêmes raisons que le Canada avait invoquées 30 ans auparavant pour boycotter les Jeux de Moscou alors que l'URSS était en Afghanistan.

En lisant ça, je savais que ma semaine était faite.

Dupuis-Déri, pacifiste notoire, celui-là même que le maire Badabeau avait traité de « minable », met en parallèle les propagandes soviétiques et canadiennes, dans un texte d'une ironie savoureuse. Extrait de « Faut-il boycotter les Jeux de Vancouver? »

Moscou disait vouloir se protéger contre des terroristes islamistes aux valeurs incompatibles avec le marxisme, un régime légitime, qui avait émancipé les femmes et accordé des terres à de petits paysans. La présence de l'Armée rouge était aussi l'occasion de construire des écoles, de distribuer de la nourriture, d'apporter des soins médicaux à une population pauvre et dans le besoin. Voilà pour la propagande soviétique de l'époque.

En Occident, nous avons bien compris que la présence de l'Armée rouge était illégitime et qu'elle ne répondait qu'à une volonté de puissance, à une logique impérialiste et militariste. Nous savions qu'il s'agissait d'une armée d'occupation bête et brutale et que sa seule présence provoquait l'insurrection courageuse et légitime des « moudjahidins » aussi appelés ici les « combattants de la liberté ». Boycotter les Jeux olympiques de Moscou? Quelle bonne idée!

L'auteur rappelle aussi qu'à cette époque, le rédacteur en chef du Devoir, Michel Roy, y allait d'un éditorial justifiant la décision d'Ottawa, « au nom même des principes de justice et de moralité qui imprègnent la politique extérieure du Canada ». Discutant de « l'agression » et de « l'invasion de l'Afghanistan » par l'URSS, il expliquait qu'il ne fallait pas se laisser piéger par la propagande soviétique qui associe « l'Union soviétique à la cause de la paix ». Conséquemment, nos athlètes ne devaient pas participer à « cette grande fête [les JO] organisée par et pour le plus grand prestige de l'agresseur. »

[...]

L'annonce du boycottage, en avril 1980, encouragea quelques jours plus tard l'annulation pure et simple du tournoi de hockey Coupe Canada, sous prétexte que des sportifs soviétiques devaient y participer. Frank Griffiths, actionnaire majoritaire des Canucks de Vancouver, a rappelé « [pour] ceux qui l'ignorent » que « les Soviétiques mènent présentement une guerre d'agression en Afghanistan. Je crois qu'il est stupide de subventionner leur guerre ». Plusieurs joueurs de la Ligue nationale de hockey (LNH) étaient alors partisans de cette annulation, dont Phil Esposito des Rangers de New York et président de l'Association des joueurs de la LNH, et quelques membres du Canadien de Montréal, soit Bob Gainey, Larry Robinson, Steve Shutt, et Mark Napier.

Souvenez-vous, lors de la dernière campagne électorale, Marc Cassivi nous apprenait que l'argent coupé dans les arts servirait à la parade de la flamme olympique...

Et ensuite on accuse le peuple de cynisme. On ne manque pas d'air dans ce pays.



La grande séduction

Tous les moyens sont bons pour recruter des médecins en région. Le Centre de santé de la Matapédia a décidé de lancer un appel aux candidats en offrant la plus belle fille du village en mariage au futur docteur.

MUSIRONIE

Effets de la crise

La crise économique s'aggrave. Même les banques de sperme manquent de liquidités. MUSIRONIE

Victime de la crise

Justement victime du manque de ressource des banques de sperme, Nathalie Normandeau s'est tournée vers François Bonardel.

MUSIRONIE

Demande raisonnable

Après 18 ans de mariage avec Silvio Berlusconi, Veronica Lario se réveille d'un long coma, et demande le divorce. Elle exige maintenant la moitié de l'Italie comme pension alimentaire.

MUSIRONIE

Courrier

Les syndicats, ces éteignoirs

SYLVIO LE BLANC, UN SYNDIQUÉ

À 40 %, le taux de syndicalisation au Québec est quatre fois plus élevé que celui en France. Les travailleurs des deux pays subissent durement les effets de la crise, et pourtant, c'est dans l'Hexagone qu'on organise des manifestations monstres et qu'on séquestre les patrons, alors qu'ici, c'est le calme plat. Avons-nous entendu parler de la manifestation du 1^{er} mai cette année, au Québec? Pratiquement pas. Elle aurait pourtant dû être particulièrement imposante, compte tenu de la situation socio-économique.

C'est triste à dire, mais les grands syndicats sont devenus ici des éteignoirs de la lutte des travailleurs, des barrages à leurs vagues de colère. Ils sont dirigés par des gens qui veulent le statu quo et qui ont conclu un contrat avec le patronat et le gouvernement, par lequel ils s'engagent à maintenir la paix sociale si le minimum est donné aux membres. À tous les quatre

ans, grosso modo, ils grondent un peu pour la forme, font leur petit tour de piste, puis rentrent dans leurs tanières dorées. Certains en ressortent pour aller en yacht en de douteuse compagnie.

Depuis que la FTQ et la CSN ont créé leur fonds de solidarité respectif et commencé à brasser des affaires, c'est comme si les dirigeants syndicaux « comprenaient » mieux dorénavant les « difficultés » rencontrées par le patronat et l'État. Récemment, un parti de l'opposition a demandé l'appui des syndicats pour étendre des mesures de francisation aux entreprises de moins de 50 employés. Refus net! Ce ne serait pas bon pour les affaires, vu que l'anglais est la langue des affaires.

Un collègue de travail a fait cet éclairant commentaire : « Je paie mes cotisations syndicales pour des services rendus il y a longtemps. » Il n'a jamais cru si bien dire. En effet, c'est durant les décennies 1960 et 1970 que les syndicats ont obtenu des gains majeurs, mais depuis, plus rien. Bien au contraire, les membres n'ont pas arrêté de perdre sur tous les tableaux (pouvoir d'achat, etc.). Durant la même période, les riches, eux, sont devenus de plus en plus riches, et ce de façon éhontée. Si les simples syndiqués en arrachent, il en va

autrement des permanents syndicaux, qui protègent leurs avantages et se promeuvent entre eux, de façon contre-nature.

J'ai peur qu'il faille un jour faire avec nos syndicats ce que les pionniers de Solidarnosc ont fait avec les leurs, qui étaient soumis au régime polonais : détruire les fondations et recommencer à neuf. Des syndicats qui laissent la business aux autres et qui s'occupent exclusivement des travailleurs, voilà ce qu'il faudrait. Mais ce n'est pas demain la veille, les syndicats étant des châteaux-forts inexpugnables.

POUR S'ABONNER

Un an : 30,42 \$ + taxes = **35,00 \$**
Deux ans : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
Abonnement institutionnel et de soutien : 52,15 \$ + taxes = **60,00 \$**
Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution) : 225,98 \$ + taxes = **260,00 \$**
Abonnement d'un an à l'étranger : 43,46 \$ + taxes = **50,00 \$**

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE _____

COURRIEL _____

PAR TÉLÉPHONE 514.596.1017

PAR LA POSTE Le Couac, 6940, rue Jogues
Montréal (Québec) H4E 2W8

Adressez votre chèque à : **Le Couac**

Le Couac

6940, rue Jogues, Montréal (Québec) H4E 2W8
514.596.1017

Vous voulez collaborer au Couac?

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes (maximum 700 mots), dessins, photomontages par courriel au info@lecouac.org.

www.lecouac.org

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

CO-RÉDACTEURS EN CHEF Guillaume Beaulac, Bruno Dubuc, Simon Tremblay-Pepin.

COLLABORATEURS Isabelle Baez, Gabrielle Brassard, François Cavallès, Centre social autogéré, Claude G. Charron, Myriam Cloutier, Martin Dufresne, Francis Dupuis-Déri, René Girard, Philippe Hurteau, Emilie E. Joly, Michel Rioux, Valentin Tardi, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Christian Vanasse Ramon Vitesse.

ILLUSTRATIONS ET PHOTOS Bobidoche, Boris, Serge Ferrand, Luc Giard, Sébastien Lavallée, MS, Ramon Vitesse.

CORRECTION Marie Léger-St-Jean

MISE EN PAGE Coopérative Molotov - molotovcoop.org

IMPRIMÉ PAR Hebdo-Litho

DISTRIBUÉ PAR Gladu distribution

Abonnement et publicité : 514.596.1017
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Urti Caire

MICHEL RIOUX

Quand la médecine ne sait plus trouver d'explication à une éruption cutanée de type urticaire, elle conclut qu'elle est de nature psychosomatique. Elle a sans doute raison, la médecine.

Elle a sans doute raison parce qu'étant régulièrement frappé par ce que je qualifierais de crises d'urticaire psychologique, je sais très précisément, pour l'avoir vérifié mille fois, quelle en est la cause et ce qui provoque ces crises : les smattes!

Un récent exemple va illustrer mon point de vue. Prenons le député de La Peltrie, une circonscription de Québec, bien entendu, Éric Caire. Urti Caire se rêve en chef de parti de l'ADQ depuis qu'il a été congratulé non pas une, mais au moins deux fois par André Pratte pour s'être déclaré prêt à fêter la défaite des Plaines d'Abraham. Pratte a écrit : « Seul le député adéquiste Éric Caire a réagi avec maturité, soulignant que "c'est notre histoire, que ça plaise ou non" et que s'en offusquer aujourd'hui, c'est agir en "colonisé". » À une autre reprise, l'éditorialiste en chef précisait sa pensée :

Il a fallu un député adéquiste, Éric Caire, pour faire la part des choses, à l'instar de tous ces Québécois francophones qui ont suffisamment confiance en eux pour ne pas grimper dans les rideaux à chaque mention de Wolfe ou de McCartney. La bataille des Plaines d'Abraham, a dit le député de La Peltrie, « fait partie de notre histoire, de notre identité. Il faut vraiment avoir une mentalité de colonisés pour se sentir attaqués par ça ».

Se faire ainsi flatter par le porte-crottes de Power, ça doit lui faire tout un velours!

La dernière trouvaille de ce cher Urti Caire? Le Québec doit virer à droite de toute urgence! Et moi qui croyais que c'était chose faite depuis belle lurette, Bourassa, Lucien et Charest ayant mis l'épaule à la roue et pas à peu près.

Et pour mieux virer dans le sens contraire de la gauche, Urti Caire s'est adjoint, pour le conseiller, l'un des deux réalisateurs du documentaire *L'illusion tranquille*, Denis Julien de son nom.

Ce documentaire, qui a fait saliver les lucides il y a quelques années, en dit long sur le sens social du candidat à la direction de l'ADQ. Tout y passe en fait, le fondement de l'argumentation s'inspirant du fameux *Éloge de la richesse* du cher Alain Dubuc. Le premier ennemi, et la cause de tous les maux, c'est bien entendu l'État. Le documentaire est sorti sur les écrans il y a tout juste deux ans. Mais avec ce qui s'est produit depuis dans le monde des banques et de la finance, on le dirait vieux de quelques décennies tellement il se trouve aujourd'hui à côté de la plaque. Il a fallu des milliards de dollars d'argent public pour rescaper les banques et les compagnies d'assurance qui se sont écroulées sous le poids conjugué de l'appât du gain, de l'incompétence et du laxisme. Les fleurons du capitalisme sont



en instance de faillite, comme General Motors ou Chrysler, ou encore le sont pour de vrai, comme AbitibiBowater, qui vient de se voir accorder une garantie de prêt de 100 millions de dollars par le gouvernement québécois pour payer son épicerie. Et c'est l'État, qui ne les taxe même pas à la hauteur où il le devrait, qui serait le problème?

Si Urti Caire écoute son nouveau conseiller et devait par malheur être élu, on se dirigerait tout droit vers un affrontement historique avec le monde syndical. C'est pourtant ce à quoi on peut s'attendre. « Ce film est pour moi une inspiration. Alors, sans se tromper, on peut dire que la plateforme que je vais proposer va s'inspirer de *L'illusion tranquille* », a-t-il déclaré.

Selon les penseurs néolibéraux qui pontifient dans le documentaire, les syndicats sont au pouvoir à Québec, quel que soit le gouvernement. Les Marcel Boyer et Mathieu Laberge, de l'Institut économique de Montréal, les Réjean Breton, professeur de Laval en permanence sur l'acide, les Frédéric Têtu, philosophe de Québec bien entendu, font mine de se prendre au sérieux dans leur délire antisindical. J'en connais cependant, dans les centrales syndicales, qui ont dû approcher la syncope en apprenant cette chose qui leur avait littéralement échappé : ils sont au pouvoir sans le savoir, les niaiseuses et les niaiseux. Et qui donc leur a asséné tant de lois spéciales pour mettre fin aux négociations? Et qui donc s'est arrangé pour que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière stagne depuis 25 ans? Avec de semblables résultats, aussi bien se retrouver dans l'opposition, non?

Et comment alors s'étonner du remède proposé par l'un des jeunes lucides interviewés dans le documentaire, celui non seulement d'abolir l'ancienneté, mais aussi, une fois parti, le Code du travail lui-même? Un Code du travail qui serait, pour ces jeunes pétant de compétence, un empêchement de tourner en rond autour des restants de vieux travailleurs jetés sans ménagement à la rue pour cause de cheveux gris.

Vaste programme pour Caire, prénommé Urti. Pour sa défense, il ne pourra qu'évoquer une circonstance atténuante : il y a quelque chose dans l'eau, à Québec.

Et parce que les syndicats se battent pour conserver le peu qu'ils ont acquis de haute lutte, ils seraient devenus des... conservateurs. Ne riez pas! Alain Dubuc l'a écrit le 21 janvier 2007.

Budget du Québec 2009-2010

LE GOUVERNEMENT EN CRISE D'INITIATIVE

PHILIPPE HURTEAU

Chercheur à l'IRIS (www.iris-recherche.qc.ca)

Le 19 mars dernier, le gouvernement québécois a déposé son budget pour l'année 2009-2010. La population était en droit de s'attendre à un exercice budgétaire rigoureux et innovateur de la part d'un gouvernement qui avait misé sa réélection sur sa capacité à traverser la crise économique sans trop de dommages. Cet espoir aura été déçu.

Trois éléments du budget présenté par l'ex-ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, retiennent l'attention : l'intensification de la taxation régressive, le manque d'initiative au plan environnemental et la perpétuation du sous-financement du réseau d'éducation québécois.

Alourdissement de la taxation régressive

Le débat entre taxe régressive et impôt proportionnel au revenu n'est pas nouveau. D'un côté, les partisans de la droite économique voient dans l'impôt une ponction étatique improductive et donc un frein à la création de la richesse ; de l'autre, les acteurs des mouvements sociaux demeurent attachés au mécanisme de redistribution qu'est l'impôt sur le revenu. Dans ce débat, le gouvernement a fait son choix en annonçant une augmentation de 1 % de la TVQ et l'indexation des tarifs des services publics à l'inflation.

En 2011, cette hausse de 1 % de la TVQ rapportera 1,2 G\$ en revenus supplémentaires dans les coffres de l'État, soit l'équivalent des baisses d'impôts instaurées dans le budget 2007-2008 et profitant essentiellement aux plus fortunés. Aussi, l'indexation des tarifs des services publics marque, en plus d'une autre forme d'augmentation de la taxation régressive, la fin de la culture d'universalité et de gratuité qui caractérisait les services offerts par l'État à la population.

Vous avez dit virage vert?

Le budget 2009-2010 du gouvernement ne profite pas de l'occasion que présente la crise actuelle du capitalisme pour orienter le Québec vers le développement d'une économie verte. Plutôt que de saisir cette occasion pour restructurer l'économie en profondeur en s'attaquant simultanément aux crises économique et écologique, le gouvernement applique ses vieilles recettes.

Du point de vue économique, le gouvernement préfère accroître les subventions consenties à la grande entreprise, sans plan d'encadrement des activités polluantes de ces dernières, par la bonification de 9,8 % (950 M\$) de son programme Renfort. Au plan environnemental, on constate encore que pour les libéraux, le développement économique rime avec béton, asphalte et infrastructures routières. Sur les 3,7 G\$ d'augmentation du budget du ministère des Transports, seulement 20 % ira au transport en commun et presque tout cet argent sera consacré au maintien du système et non pas à son développement.

Sous-financement de l'éducation

Contrairement à ce qui est avancé dans le budget, l'augmentation de 490 M\$ du financement du ministère de l'Éducation ne pourra en rien aider à lutter contre le décrochage scolaire, puisque cette somme n'équivaut qu'à l'augmentation des coûts de système et non à de nouveaux investissements. Pour parvenir à dégager les fonds nécessaires à un véritable refinancement de notre système d'éducation, il aurait fallu tripler la somme annoncée : soit 700 M\$ pour le primaire/secondaire et 800 M\$ pour le collégial/universitaire.

Le gouvernement Charest contre la crise

Pour lutter contre la crise économique, le gouvernement Charest semble faire tout ce qu'il peut, allant même jusqu'à en nier l'existence. Comme un gendarme responsable de la circulation lors d'un accident, ce gouvernement nous dit « circulez, il n'y a rien à voir ». Accepter de reconnaître la profondeur de la crise forcerait certainement l'équipe libérale à admettre le fonctionnement déficient de l'économie de marché, et c'est précisément sur cette question que le gouvernement désire demeurer silencieux.

Sevrage nécessaire

Soyons honnête : dans une perspective à long terme, le « développement durable » n'est rien de plus que la méthadone du capitalisme.

Promotion?

Suite aux accusations de travailleuses immigrantes qui disent avoir été traitées comme des esclaves par la députée libérale Ruby Dhalla, le gouvernement conservateur songe à l'engager pour lui confier le ministère de l'Immigration.

MUSIRONIE

Le capitalisme casse ou c'est l'humanité qui casse

CLAUDE G. CHARRON

C'est bien ce message qu'a transmis Hervé Kempf alors qu'en avril dernier, il est venu faire la promotion de son plus récent essai, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*,¹ titre tout aussi provocateur que son avant-dernier livre : *Comment les riches détruisent la planète*. Le capitalisme aurait donc fait son temps aux yeux de ce Voltaire moderne. Et, afin d'assurer la survie de l'humanité, il devrait se faire harakiri. La question qui tue : avons-nous la volonté et les moyens de réaliser un tel exploit?

Mais que reproche donc Kempf au capitalisme pour en souhaiter ainsi son évaporation? Il accuse. La financiarisation à outrance de l'économie lui aurait fait perdre l'état d'âme qui fit un temps sa force. Max Weber avait placé l'éthique protestante au cœur de l'esprit du capitalisme naissant : « L'austère bourgeoisie prétendait instaurer un règne vertueux et rationnel où l'économie serait gouvernée par les règles du marché, aucune puissance ne pouvant en faire dévier le juste accomplissement. »

Idéal évaporé se désole l'auteur. Dorénavant, le capitalisme prospère sur le lucre, l'exhibitionnisme et le mépris des règles collectives. Et Kempf de se référer à Thorstein Vleben qui, en 1899, disait déjà que l'économie des sociétés humaines était dominée par la tendance à rivaliser, le but essentiel de la richesse n'étant donc plus de répondre à un besoin matériel, mais d'assurer une « distinction provocante ».

Kempf : « Dans les trois dernières décennies, le capitalisme a réussi à imposer totalement son modèle individualiste de représentation et de comportement, marginalisant les logiques collectives qui freinaient alors son avancée. [...] La corruption répand l'idée qu'est le plus estimable non pas le plus vertueux mais le plus malin. »

Jusqu'au déclenchement de la crise actuelle, les gens n'ont donc tiqué ni sur les bonus, ni sur les

options sur actions, ni sur les faramineuses primes de départ que nos oligarques financiers s'accordaient. Kempf fait grand état de la courbe Frydman et Saks qui révèle que, pendant les Trente Glorieuses, les revenus moyens des trois principaux dirigeants des cent plus grandes firmes étasuniennes n'ont pas été plus de cinquante fois supérieurs aux revenus moyens des salariés ; mais que depuis 1980, ces revenus n'ont cessé de grimper, pour maintenant être trois cent fois supérieurs à la moyenne des seconds.

Alors que révolution informatique et mondialisation des échanges semblaient améliorer le niveau de vie de chacun, le danger d'éclatement de tout le système était là, et Kempf en avait fait mention dans *Comment les riches* : « Nous sommes entrés dans un état de crise écologique durable et planétaire. Elle devrait se traduire par un ébranlement prochain du système économique mondial. »

Quelles solutions l'auteur envisage-t-il pour sauver la planète? D'abord, Kempf se déclare non marxiste, continuant à croire aux vertus du marché afin d'assurer une distribution efficace des ressources, tout en privilégiant le commerce régional afin de diminuer les frais de transport et d'économiser ainsi l'énergie. Mais il n'est pas pour autant anarchiste car, à son avis, les États ont à jouer un important rôle de régulateur de l'économie. Ceux-ci doivent plafonner les salaires des hauts dirigeants et renouer avec la formule, qui dans le passé faisait que le taux d'imposition croissait en fonction du revenu de chacun – question de mieux distribuer la richesse. On comprendra que tout cela suppose des ententes internationales quant à l'élimination de ces sacrés paradis fiscaux. Ouf!

Kempf souhaite donc que ce soit dorénavant les nations et non l'argent qui établissent l'ordre du monde. Et comme il sait bien que les grandes entreprises ne cesseront d'agir qu'en fonction des profits à réaliser, il souhaite ardemment un plus grand apport du mouvement coopératif dans l'économie. Toutefois, sa grande préoccupation demeure les risques que court la planète en lien avec l'exploitation excessive

des ressources, qui s'accroît à mesure que les pays émergents, comme la Chine et l'Inde, réussissent à améliorer le bien-être général de leur population.

Pour diminuer la quantité de dioxyde de carbone qu'émet l'utilisation des énergies fossiles, Kempf croit qu'il faut surtout opter pour les économies d'énergie. Et celles-ci doivent d'abord se réaliser chez les nations développées, car il faut donner tous les moyens aux nations les moins nanties pour extraire leur population de l'extrême pauvreté. La paix ne pourra s'établir que s'il y a une plus grande égalité entre êtres humains et entre nations, chose que ne peut faire le capitalisme à l'état pur.

Concluons en nous demandant comment le grand capital répond aux préoccupations et aux propositions de Kempf. Quelques jours après que celui-ci faisait salle comble à Montréal, un certain Jack Kemp passait l'arme à gauche aux États-Unis. Un Kemp qui n'a de similitude que de nom avec le Kemp français. Or, il arriva que le *Wall Street Journal*, qu'on sait en mauvais termes avec Barack Obama, a consacré un éditorial au défunt. On y formulait le vœu que les Républicains puissent renouer avec les « *Kempian proposals to address middle-class economic anxieties and revive broadly shared prosperity*. »² Longue vie au capitalisme, dixit Wall Street!

Et chez nous, il y eut un Mario Roy – toujours paré pour les basses œuvres – qui s'en est directement pris à Hervé Kempf. Critiquant ses idées tout autant que celles de Québec solidaire, il a écrit que ces deux courants concourent à la disneylandisation du débat politique.³ Longue vie au capitalisme, dixit Power Corp.!

1 *Seuil*, Paris, 2009.

2 « Capitalist for the Common Man », *Wall Street Journal*, 4 mai 2009. Reproduit le lendemain dans le *National Post*. Kemp a été secrétaire d'État aux logements de l'administration de Bush père, avant de devenir colistier à la vice-présidence du candidat Bob Dole aux élections présidentielles de 1996, qui furent remportées par le tandem Clinton-Gore.

3 « La "disneylandisation" de la politique », *La Presse*, 6 mai 2009.

OBAMA :

le pour et le contre

PIERRE VADEBONCOEUR

On peut entretenir de fortes réserves à propos de Barack Obama, par exemple sur sa politique en Afghanistan, offensive, impérialiste, décevante. De même, sur sa politique de relance économique. Celle-ci, en gros, consiste à verser des sommes colossales d'argent public dans l'entreprise privée, banques et compagnies d'assurance, en évitant tout socialisme dans quelque secteur que ce soit. Pour guérir le capitalisme de ses dérives, s'agit-il donc de le remettre en selle?

Mais aux États-Unis, dans la conjoncture, peut-on faire autrement? Pour surmonter la crise, Obama est contraint de soutenir ceux qui l'ont provoquée... Ou bien ce serait la catastrophe.

Même le Congrès ne lui est pas absolument acquis, malgré la majorité démocrate. Le président a relativement peu de marge de manœuvre.

Il y a ce qu'il peut faire et ce qu'il ne peut pas faire. Ce qu'il peut faire relève de son propre mouvement, excellent, généreux, réformateur. Le reste dépend des contraintes énormes qu'exerce, sur toute la politique américaine, le complexe militaro-industriel dénoncé par un autre président américain il y a une trentaine d'années.

Introduire quelques éléments socialistes dans l'économie américaine équivaldrait à une mini-révolution. Obama ne dépassera pas certaines bornes, qui sont étroites. Les capitalistes veillent au grain. Wall Street domine toujours. Même les simples réformes sociales que le président envisage ne passeront pas comme une lettre à la poste.

Il veut discipliner les financiers, corriger leurs pratiques? Ils supportent ses critiques avec difficulté. Nul doute que leur opposition s'organise et qu'elle agit déjà. Nous sommes vraiment devant une certaine polarisation, qu'on voyait bien moins sous des régimes plus ambigus comme celui de Clinton.

En matière internationale, Obama fait présentement l'essai d'une diplomatie plus ouverte, par exemple avec l'Iran, avec Cuba, avec l'Amérique latine.

Depuis son arrivée au pouvoir, il honore ses promesses électorales. Ce président n'est pas un politicien ordinaire. Il multiplie décrets et mesures exigeantes. Il sera peut-être reconnu un jour comme un des grands présidents des États-Unis.

Ses limites sont celles de la culture politique américaine. Ce qu'il réussit de bien est au contraire de lui.

Personne n'est soumis à des conditions plus difficiles, sans compter celles de la conjoncture, en particulier la crise économique. Pour faire ce qu'il veut faire, il lui faut donc absolument tenir compte de ce conditionnement.

Il ne suffit pas d'examiner d'un œil critique les politiques des présidents, des premiers ministres. On en apprend peut-être davantage en saisissant intuitivement leur personnalité. C'est de cette manière que nous comprenions jadis René Lévesque. C'était tout le personnage qui nous renseignait sur la valeur de son action. Obama apparaît comme un homme sincère, entreprenant, imaginaire, créateur. Ce sont là de grands critères.

Il ne gouverne pas tout à sa guise, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. En dépit de sa politique en Afghanistan et du caractère tout à fait capitaliste de la relance économique – qu'il ne s'agit pas d'accepter, loin de là –, on peut accompagner cet homme comme le font les meilleurs éléments du parti démocrate aux États-Unis. Il renouvelle l'Amérique. Il modifie les rapports internationaux. Il représente un certain progressisme. Il jette des ponts salutaires, ça et là. Il pratique une politique plus ouverte.

Les États-Unis avaient fini par s'enfermer dans la pire réaction. Obama tend à briser ce modèle-là. Il a commencé de le faire. Il appelle les nations et son propre pays à un peu plus de raison. De tels virages se comparent à changer la direction d'un paquebot. C'est on ne peut plus difficile. Je pense qu'au final il faut le suivre et lui accorder notre confiance.

Keep Terrorists Out of America



EMILIE E. JOLY

Richard Posner, un blogueur conservateur américain assez en vogue, publia récemment un commentaire sur le déclin intellectuel du conservatisme – sympathiquement repris dans un article du *NY Times* sous le titre de «Not-So-Bright Right» –, dénonçant le fait que les politiques du nouveau conservatisme sont aujourd'hui nourries par l'émotivité et la religion, sans bases intellectuelles.

La plus récente expression de ce manque flagrant de bases intellectuelles se retrouve dans la nouvelle cause du Parti républicain, le tristement sérieux projet de loi «Keep Terrorists Out of America Act». Après l'abstinence (parce que Bristol Palin qui avoue que «tsé, l'abstinence, c'est pas réaliste», n'est pas la meilleure porte-parole), le nouvel enjeu républicain de l'heure est de maintenir les terroristes de Guantanamo hors de l'Amérique (i.e. les États-Unis).

En présentant le nouveau projet de loi républicain, John Boehner, le chef de la minorité à la Chambre, a scandé que cette initiative défendait l'intérêt des Américains moyens (i.e. Joe the plumber) qui «ne veulent pas de ces terroristes dans leur voisinage». Et le leader républicain au Sénat, Mitch McConnell du Kentucky (qui ressemble bizarrement à Joe Clark) de renchérir que les Américains «ne veulent pas voir les terroristes de Guantanamo de retour sur les champs de bataille ou bien dans leurs arrières-cours». Le *Wall Street Journal* s'en est même mêlé en affirmant dans son éditorial du 8 mai que la libération en sol américain de terroristes détenus à Guantanamo donnerait aux juges activistes (i.e. communistes) l'excuse qu'ils cherchent pour octroyer aux terroristes les mêmes droits et libertés dont jouissent les Américains. Finalement, le très éloquent Todd Tiahrt du Kansas à partager avec le Congrès son éclair de génie, affirmant : «Mon idée est la suivante : ne pas ramener ces gens aux États-Unis. Vous pouvez les envoyer en France, en Arabie Saoudite, en Chine, n'importe où ailleurs. Mais ne les libérez pas ici». (Rick Mercer, qui se tenait tout proche, lui a candidement demandé d'imaginer ses propos en pointant sur une map-monde ces trois pays et Tiahrt identifia candidement le Japon, la Tanzanie et le lac Érié¹).

Suivant donc l'annonce d'Obama de respecter au moins une de ses promesses électorales (i.e. et non, pas de photos!), soit de fermer la prison de Guantanamo avant la fin janvier 2010, les

Républicains, pris de panique, se demandent : «Mais où diantre démenagerons-nous donc tous ces terroristes?» Et pire encore : «Mais où enverrons-nous ceux que nous ne considérons plus comme terroristes (mais avouons... qui leur ressemblent étrangement avec leur drôle de turban)?» En effet, 60 des 240 prisonniers toujours détenus sur la base militaire de Guantanamo ont déjà été déclarés «libérables» et attendent maintenant impatiemment d'être relâchés. Mais un nouveau problème apparaît : plusieurs de ces prisonniers ne peuvent être renvoyés dans leur pays d'origine, comme par exemple ces 17 ouïgours membres d'une minorité turcophone et musulmane qui provient du Xinjiang, en Chine. Évidemment l'application de la loi américaine contre le renvoi vers un pays où l'un peut y être victime de torture est assez flexible, mais les prisonniers de Citmo jouissent de davantage de visibilité que Maher Arar avant son renvoi en Syrie. De plus, d'autres prisonniers libérables sont tout simplement apatrides et errent dans le néant citoyen.

Donc, la question sur toutes les lèvres : «quessé qu'on fait avec eux z'autres?» Certains républicains auraient milité pour l'organisation d'une délégation secrète¹ mandatée de négocier le renvoi des prisonniers innocents de Guantanamo en Albanie pour qu'Abbu Bekker s'ennuie moins. Toutefois l'Albanie, pour accepter sur son sol les prisonniers de Guantanamo, aurait exigé en échange l'annexion du Kosovo¹ et les Américains se sont dit que deux guerres en même temps s'étaient déjà beaucoup et qu'en plus l'OTAN était déjà trop occupée en Afghanistan, et qu'alors les Balkans devraient attendre leur tour parce que, vraiment, on peut pas faire la guerre partout en même temps!

Comme le mentionne Posner, les politiques du nouveau conservatisme sont nourries par l'émotivité et la religion, sans bases intellectuelles. La paranoïa sécuritaire cadre parfaitement avec cette approche qui carbure aux sondages et aux images-chocs. Déjà Rammussen Reports (i.e. une grosse maison de sondage fondée par Scott Rammussen, co-fondateur d'ESPN et militant évangélique dans ses temps libres) rapporte que 83 % des républicains, 66 % des démocrates et 79 % des électeurs non affiliés considèrent que la sécurité est plus importante que la justice pour déterminer où les «terroristes suspects» doivent être relâchés. C'est sûr que si mon pays était responsable d'avoir emprisonné sans fondement, torturé et humilié mon nouveau voisin, moi aussi, j'aurais peur. Très peur.

1 Ces faits, quoique plausibles, ne sont pas véridiques.

Le sens des priorités

Barack Obama rétablit les tribunaux spéciaux instaurés par Bush et soulève l'hystérie des Américains après avoir demandé de la moutarde de dijon pour son cheeseburger.

C'est pas de ma fête!

Après avoir rendu public un communiqué rempli de fautes d'orthographe, Éric Caire congédie son attaché de presse, le correcteur Antidote.

MUSIRONIE

Crise de la quarantaine

Les travailleurs saisonniers en provenance du Mexique seront mis en quarantaine, afin de protéger nos porcs d'ici. De plus, ils n'auront plus le droit de dormir dans l'étable.

MUSIRONIE

LA TAUPE DU VATICAN

MARTIN DUFRESNE

Dans un roman d'anticipation, *Le maître du Haut-Château*, le génial Phillip K. Dick imagine un univers où les nazis auraient remporté la Seconde Guerre mondiale et notre monde actuel serait le fantasme d'un écrivain marginal.

Dites, si c'était vrai...

Comment saurait-on que l'on vit dans un rêve?

Il y aurait certains signes.

Les nazis qui n'étaient que des ados à la fin de cette deuxième Grande guerre seraient encore dans le paysage quelque part.

Un d'entre eux aurait peut-être

infiltré le château-fort idéologique du monde occidental – l'Église catholique romaine – pour en gagner progressivement le sommet.

De cette position, il réhabiliterait des négationnistes pour qui «pas un Juif n'a péri dans les chambres à gaz» (évêque William Nathanson).

Avec la droite américaine, il donnerait ses lettres de noblesse à la notion d'une «Guerre des civilisations».

Toujours intéressé à l'idée d'une «race maîtresse», il imposerait ses diktats dans le dossier de la génétique.

Il lutterait bec et ongles contre les méthodes de contraception et les services d'avortement susceptibles de réduire les naissances blanches en Occident.

En même temps, il bloquerait les efforts pour contrer une épidémie de

sida qui dévaste le continent noir, que Hitler avait déjà attaqué avec le général Rommel.

Même l'Église catholique en viendrait à gêner le nouveau Titan aux entourures. De l'intérieur, on le verrait en détruire la stabilité et la crédibilité en multipliant les décisions et les déclarations outrancières...

Est-ce une simple coïncidence si tout cela semble se réaliser?

Joseph Ratzinger, assistant de l'Armée de l'air nazie et membre des Jeunesses hitlériennes, est aujourd'hui devenu Benoît XVI, après avoir régné depuis 1981 sur la plus puissante institution intégriste du Vatican, la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, et, depuis 2002, sur le Collège des

cardinaux. «Le pape Benoît XVI a soutenu mercredi la menace d'excommunication brandie par l'Église mexicaine contre les politiciens ayant voté la légalisation de l'avortement dans la capitale, Mexico. [...] Le pape Benoît XVI a averti les responsables politiques catholiques du Brésil qu'ils s'excommunieraient eux-mêmes en soutenant des lois autorisant l'avortement.» (Reuters, 10 mai 2007)

Sans doute contaminé par l'esprit de fronde québécois, un bon catho de droite comme Alain Juppé péterait même sa coche : «Ce pape commence à poser un vrai problème» parce qu'il vit «dans une situation d'autisme total.» (sur France Culture, 18 mars 2009).

Si c'était aussi simple...

Montréal sauvée

Des études approfondies menées par la Direction de la santé publique de Montréal démontrent que, malgré de nombreux contacts avec les touristes, le Vieux Port n'a pas été infecté par le virus A (H1N1).

MUSIRONIE

HYGIÈNE

Afin de convaincre les consommateurs canadiens de la salubrité de la viande de porc, le ministre de l'Agriculture conservateur Gerry Ritz s'est mouché dans une tranche de bacon albertain.

MUSIRONIE

Vote ethnique

L'ancien premier ministre Paul Martin accuse les conservateurs de vouloir assimiler les Autochtones, plutôt que de simplement les ignorer, comme les libéraux l'ont toujours fait.

MUSIRONIE

PAS D'ÉCHANGES SUR L'ÉCHANGEUR

GABRIELLE BRASSARD

Tout le monde est d'accord : les immenses structures de béton construites dans les années 60 dans le sud-ouest de la Ville, l'échangeur Turcot, tombent en ruines. Pas de problèmes, le ministère des Transports prend le dossier en main 1,5 milliard de dollars, des travaux de la fin 2009 à la fin de 2016, le tout sans diminuer l'achalandage des 20 000 voitures qui empruntent les bretelles de l'échangeur chaque jour et le tour est joué! 166 citoyens expropriés? Aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre? L'isolement encore plus grand des quartiers du Sud-Ouest? Une autre affaire facile à régler : des audiences publiques! Le fameux BAPE (Bureau des audiences publiques en environnement) arrive donc à la rescousse, afin d'écouter les recommandations et les propositions des citoyens et de divers organismes mobilisés autour du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot.

Autopsie d'un processus « démocratique »?

Avant même le début des audiences publiques, certains étaient déjà cyniques. C'est le cas de Carole Thériault, une future expropriée : « Je suis assez sceptique. Ils [le MTQ] n'ont pas d'intérêt pour d'autres scénarios. Ils ne sont pas ouverts à d'autres alternatives. Ils vont exproprier les gens, se rendre compte qu'ils en ont trop exproprié, mais ne vont pas redonner les terrains aux gens et vont construire des condos, c'est toujours la même routine. » Une des porte-parole de l'organisme Mobilisation Turcot, qui revendique un projet plus innovateur, durable, qui encourage le



transport en commun et la réduction de la pollution automobile pour Turcot, se demande aussi si le BAPE, habitué d'évaluer des projets portant sur l'environnement, n'aura pas tendance à laisser de côté les enjeux sociaux, tout aussi importants dans le projet de reconstruction de Turcot.

Le BAPE se définit comme étant un organisme « neutre et indépendant ». Son rôle est « d'enquêter et de consulter la population afin d'éclairer la décision gouvernementale dans une perspective de développement durable ». Toute personne qui s'intéresse à un projet peut donc demander la tenue d'audiences publiques. À la suite plus d'une trentaine de requêtes, c'est donc le 11 mai que se sont ouvertes les audiences publiques sur le projet de l'échangeur Turcot. D'un côté, le président, ses commissaires, et le promoteur du projet (ainsi que tous ses experts). De l'autre, les organismes, de la défense de la décoration artistique des infrastructures de Montréal à Québec-Kyoto, en passant par des citoyens expropriés, des coalitions environnementales et des associations politiques. Pas de représentants de l'arrondissement

du Sud-Ouest, qui ne s'est toujours pas prononcé sur Turcot et a encore moins pris la défense de ses citoyens expropriés. Il y a aussi quelques citoyens ordinaires, mobilisés de peine et de misère par les organismes du quartier.

Un long processus commence alors. Tous attendent la période de questions, la partie la plus intéressante du BAPE, celle où l'on peut tenter d'avoir de vraies réponses, bien que la partie adverse se soit très bien préparée. Un expert par question, petit exposé en support, pas beaucoup de place à la spontanéité.

19 h Il y a près de 300 personnes dans la salle, un gymnase aux néons agressant, aménagé de chaises inconfortables qui grincent au moindre geste. L'équipe du BAPE est englobée d'une douce lumière tamisée. Le président explique de long en large, pendant près d'une demi-heure, le fonctionnement du BAPE. Puis, c'est la lecture des requêtes, reçues préalablement, mais relues en personne par ces différents demandeurs. Il y en a beaucoup, certaines sont plutôt des exposés que des requêtes. Plusieurs demandent que les audiences soient élargies, et qu'elles soient reportées à l'automne, parce que personne n'a eu droit aux études de faisabilité. Comment se prononcer alors? Au bout d'une dizaine d'exposés, le petit groupe de femmes assises à côté de moi quitte, suivi de plusieurs autres personnes.

21 h Les requêtes sont terminées. On annonce une pause d'une dizaine de minutes. La presse est stressée pour les topos de 22 h et un autre quart de la salle se vide.

21 h 15 Le responsable du projet Turcot, du ministère des Transports, Alain Dubé, commence la présentation du projet. De belles images « avant » et « après » la reconstruction de l'échangeur, beaucoup de chiffres, de termes compliqués et d'acétates.

22 h La période de questions commence. Tous les médias sont partis, sauf ceux dont l'heure de tombée n'est pas 22 h. Il reste un peu moins de la moitié de la salle, pour la plupart les organismes environnementaux et sociaux.

Et voilà comment se passe une audience publique du BAPE. Comment décourager les gens du processus démocratique. Vive les procédures. Vive les « instances » et les horaires impossibles, une façon de faire qui abrutit même les plus persévérants, surtout quand on a l'impression que le plan pour Turcot est déjà coulé dans le béton.

Photos : Sébastien Lavallée



BAVURE

Dans le cadre de la semaine de la police, les policiers ont tenté de se rapprocher des gens, mais en auto-patrouille. On déplore plusieurs accrochages et trois morts.

MUSIRONIE



Argument de poids

L'humoriste Lise Dion s'associe à la Société canadienne du cancer pour promouvoir la mammographie. Si les femmes n'améliorent pas leurs efforts de dépistage au cours de la prochaine année, elle menace d'enlever le haut.

MUSIRONIE

Course à la mairie

Coup de pouce inattendu au maire Tremblay: l'éditeur Michel Brûlé dépose sa candidature à la mairie de Montréal afin de démontrer que ça pourrait être pire.

MUSIRONIE

The sky is the limit!

ISABELLE BAEZ

Comme le rappelait *Le Couac* du mois dernier, Mohamed Harkat, un des cinq heureux détenteurs d'un certificat de sécurité au Canada, a passé plus de trois ans de sa vie en prison et continue depuis autant de temps sa détention à la maison. Dernièrement, la douce vie des Harkat, bercée par la présence rassurante du bracelet électronique de Mohamed, le couvre-feu et les écoutes téléphoniques, s'est vu quelque peu perturbée.

En effet, en mars dernier, un tribunal a, pour la première fois, autorisé Harkat à prendre la parole en public. Le 9 mai, il a donc pu se rendre à un rassemblement organisé à Ottawa par son comité de défense et s'exprimer contre les certificats.

Étrangement, quelques jours plus tard, le 13 mai, les agents de l'Agence des services frontaliers du Canada (AFSC), accompagnés de policiers et de chiens, ont surgi au domicile des Harkat pour passer au peigne fin la résidence. Ils ont fait main basse sur les albums de photos de famille, les carnets d'adresses et les agendas, les archives de défense d'Harkat des sept dernières années, l'ordinateur personnel de Sophie Harkat et les documents légaux nécessaires à la défense.

Et comme par hasard, en juin prochain, débiteront les audiences concernant la validité du certificat de sécurité dont Harkat fait l'objet. Audiences des plus importantes : si le certificat est déclaré valide, plus rien n'empêchera l'expulsion de Mohamed vers l'Algérie. Il va sans dire que ce qui a été saisi le 13 mai aurait été bien utile pour sauver la peau de Mohamed.

Heureusement, le 15 mai, rétablissant après coup une justice qui aurait pu paraître partielle, le juge Noël, digne défenseur s'il en est des droits des réfugiés, a restreint le droit de l'AFSC à perquisitionner le domicile des Harkat. Dorénavant, les services frontaliers devront détenir une permission de la Cour pour débarquer. Merci, joyeux Noël! Mais, une question me turlupine, que resterait-il donc à ramasser chez les Harkat? La mousse à raser de Monsieur? Les verres de contact de Madame?

Naïve que je suis, je croyais avoir tout vu des actions d'intimidation menées par le gouvernement pour casser des hommes accusés de tout et jamais déclarés coupables de rien. Eh bien non, avec à la tête du pays un homme comme Harper, tout est possible. Aujourd'hui, au Canada, en matière de harcèlement, *the sky is the limit!* Certainement notre façon à nous de dire, à l'instar d'Obama, « Yes, we can »!

SPORTS

Pierre Falardeau se réjouit de l'élimination des Canadiens. MUSIRONIE

Premier Mai

Un silence assourdissant

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Vous rappelez-vous du lendemain de la manifestation du 15 mars contre la brutalité policière, à Montréal? Tous ces donneurs de leçons aux manifestants : ah! si vous n'étiez pas si violents, les médias rapporteraient bien mieux votre discours et vos idées. À tout le moins, la manifestation avait provoqué par dizaine des articles, des chroniques et des lettres ouvertes dans les médias. Six semaines plus tard, silence presque complet dans les médias au lendemain de deux manifestations du Premier Mai à Montréal, l'une syndicale, l'autre anticapitaliste. Ou sont les donneurs de leçons, qui avaient promis de rapporter le message de manifestations respectueuses de la paix publique? Il y a pourtant cette violente crise économique, qui donne un sens particulier aux manifestations de cette année. *Le Devoir* (merci!) a bien consacré deux paragraphes et une photo à la manifestation anti-

capitaliste, dans un court article (page A4) sur les manifestations célébrant de par le monde la fête des Travailleurs. *La Presse* se contentait d'une dépêche de deux paragraphes (page A30), intitulée « Manifestations et violences », qui ne rapportait que des affrontements à Berlin et à Ankara. Des études en sociologie des médias révèlent que les médias s'intéressent presque uniquement aux manifestations turbulentes. Certes, l'image médiatique en est plutôt négative, mais le discours des activistes parvient tout de même à percer. Les manifestations pacifiques, elles, sont généralement peu ou pas couvertes. Si elles le sont, le discours des manifestants se résume également à quelques mots. Une seule brique dans une vitrine à Montréal, le 1^{er} mai, et tous les médias auraient parlé de ces manifestations. Leur message n'aurait pas moins bien passé dans les médias, qui dans les faits n'en ont pas du tout parlé... Une seule brique, et le grondement de colère contre ce scandaleux système capitaliste aurait fracassé le silence médiatique.

Frontière

Afin de rassurer la population, les services frontaliers canadiens expliquent que les agents qui porteront une arme à feu à partir de juin ont reçu une solide formation afin de faire la différence entre un touriste bronzé et un vrai immigré.

MUSIRONIE

Croissance des troupeaux

Des statistiques récentes démontrent qu'il y a de moins en moins de chiens à Montréal. Malheureusement, il y a de plus en plus de boeufs.

MUSIRONIE

Manifeste pour le droit à l'information DE LA MANIPULATION À LA LÉGISLATION

MYRIAM CLOUTIER

On connaît les effets du conditionnement et le chien de Pavlov salivant à l'idée même de la récompense. Même si notre téléviseur n'est pas de marque Bronslik, on connaît la force de l'« aliénodé » et les réflexes de consommation irraisonnable qu'il peut susciter. Mais si, malgré nous, notre exposition à une information répétée avait changé la configuration même de notre système nerveux ?

Dans son ouvrage *Manifeste pour le droit à l'information*, Claude Jean Devirieux, journaliste à Radio-Canada pendant 30 ans et maintenant consultant en communication, brosse le portrait de l'environnement médiatique et journalistique au Québec et analyse les violations à ce droit à l'information, qu'il définit comme étant celui « de l'individu et de la collectivité de savoir et de faire savoir ce qui se passe et que l'on a intérêt à connaître ».

Devirieux emprunte à la biologie pour associer l'information à un besoin vital et ensuite postuler que l'information devrait, par conséquent, être garantie juridiquement en tant que droit fondamental. Devirieux se réfère, dans un premier temps, à la notion d'homéostasie développée par Henri Laborit, en disant que si tout organisme vivant a comme finalité le maintien de sa structure, alors l'information est essentielle pour qu'il puisse comprendre et concevoir son milieu et être apte à agir sur celui-ci, seul moyen d'assurer sa survie. Chaque individu doit être informé pour pouvoir s'intégrer à la collectivité humaine.

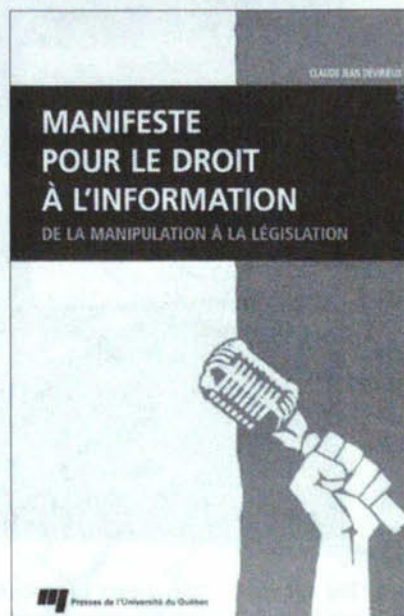
Pour Devirieux, « Tout ce qui entre dans le cerveau, à part le sang, est de l'information. Porter atteinte à l'information, c'est porter atteinte au cerveau. » Il n'y aurait qu'une différence de niveau entre une information à caractère purement biologique qui conditionne la survie ou la qualité de vie et des informations codées (comme celles transmises par les médias) qui nous affectent indirectement, mais provoquent tout autant des réactions. Toute variation d'énergie pouvant constituer un stimulus, que ce soit de façon directe ou intermédiaire, provoque une réaction de

notre système nerveux.

Devirieux s'est aussi inspiré des travaux du prix Nobel de médecine, Eric Kandel, qui a étudié les principes de la mémorisation et les effets de la répétition de l'information. Kandel a prouvé qu'une série de stimulations à intervalles réguliers produit une modification structurelle des synapses (zones de communication entre deux neurones).

Ainsi, dans son livre, Devirieux avance que « toute violation intentionnelle et répétée du droit à l'information constituant une atteinte délibérée à l'intégrité intellectuelle, psychophysique de l'individu, cette violation peut ou devrait être considérée comme un crime ». Cette violation constitue tout type d'endoctrinement facilité par les médias : par exemple, si des associations ou des automatismes de pensée sont induits, si certains comportements sont encouragés, si seulement un aspect des choses est montré au public, ou bien, si l'on occulte certains faits.

Alors qu'il était journaliste, Claude Jean Devirieux a connu des moments où la distinction entre ordre public et intérêt public a pris tout son sens. À la suite de sa couverture de l'émeute du défilé de la Saint-Jean-Baptiste du 24 juin 1968, qui était aussi veille d'élections fédérales, il avait décrit, au bulletin de nouvelles, la violence des policiers telle qu'il l'avait vue, et qualifié cet événement de « lundi de la matraque ». Radio-Canada, dont la retransmission du défilé avait évité de montrer ce qui s'y passait réellement, a décidé de suspendre Devirieux, jugeant que le journaliste souffrait d'un déficit de crédibilité et ne pourrait donc pas couvrir les élections du lendemain. Pierre Nadeau, qui était l'animateur de la soirée des élections, de même que les journalistes francophones de Radio-Canada ont fait la grève en



organe de protection fragile. Il y a nécessité pressante d'ancrer le droit à l'information dans un projet normatif. Ce droit n'est pas garanti par la Charte canadienne des droits et libertés, et il n'est pas défini en tant que droit fondamental dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

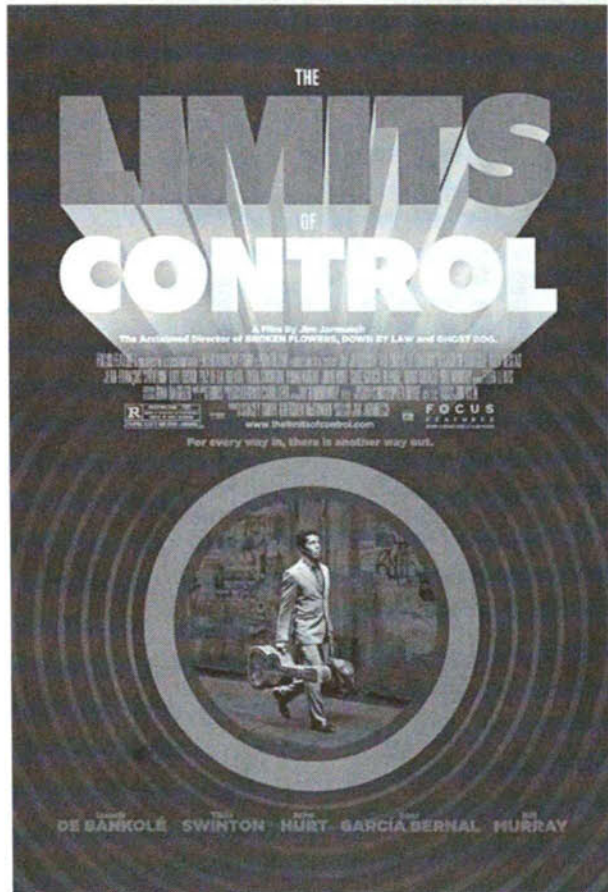
En ce sens, Devirieux s'inspire des législations les plus progressistes dans le monde sur ce thème pour proposer une Loi sur l'information au plan provincial et une institutionnalisation du droit à l'information par la création d'un Conseil supérieur de l'information, veillant sur les questions de déontologie et de concentration de la propriété des médias, notamment.

Ce *Manifeste* est un projet utopique, un rêve, mais Claude Jean Devirieux espère qu'il trouvera un écho, ne serait-ce qu'en ouvrant le débat.

Claude Jean Devirieux, *Presses de l'Université du Québec*, Québec, 2009, 186 pages.

Jim Jarmusch, le dernier impressionniste

FRANÇOIS CAVAILLÉS



Voici le plus éclaté des films de Jim Jarmusch. Une oeuvre compliquée où l'on plonge à nouveau dans les silences d'un esprit rêveur solitaire, un nouveau personnage principal mutique, un autre avatar du réalisateur new-yorkais.

Un homme sans nationalité, sans âge et sans expressivité (Isaach de Bankolé, sculptural) est en mission en Espagne où il va rencontrer, d'une scène à l'autre, d'autres agents beaucoup plus truculents que lui (Paz de la Huerta, Tilda Swinton, Youki Kudoh... des acteurs fétiches de Jarmusch pour la plupart). Chacun lui transmet une petite boîte d'allumettes contenant, comme un biscuit chinois, un petit papier codé que l'impassible héros ne manque pas de lire rapidement et d'avalier aussi sec!...

Introverser et goût du secret sont en effet des valeurs fortes du cinéma mature de Jim Jarmusch, qui se montre ici un remarquable cinéaste impressionniste – peut-être le dernier du genre – plus qu'un véritable auteur.

Le titre est emprunté à un essai de William Burroughs, il y a une brève citation de Rimbaud en épigraphe et puis, tout au long du film, de courtes méditations à haute voix qui résonnent

régulièrement d'un personnage à l'autre, d'une langue étrangère à l'autre, d'un vernis culturel à l'autre. Ces aspirations philosophiques semblent assez vaines. Les mots viennent moins facilement que les images gorgées de visions de Séville soigneusement colorées et cadrées, qui s'enchaînent très bien, au plaisir du cinéophile, dans une ambiance paisible de promenade.

Vues à travers le regard innocent et halluciné du mystérieux visiteur en costume de soie, la ville et ses oeuvres d'art invitent à la rêverie grâce notamment à la photographie inventive et experte de Christopher Doyle (connu pour sa longue collaboration avec le Chinois Wong Ka-Wai). Mais en ce qui concerne la musique, élément essentiel du décor chez Jarmusch, le choix s'est hélas porté sur un rock progressif lénifiant heureusement entrecoupé de flamenco et d'un air de Schubert.

Au fil de l'intrigue complexe, toujours liée à l'errance calculée du protagoniste, il se dessine surtout un film-somme d'une oeuvre lancée dans les années 80 sous l'insigne label « indépendant ». Plus réfléchi aujourd'hui, le cinéma de Jarmusch ne manque pas de vieux charmes. Pour référence, *The Limits of Control* rappelle à bon escient la poésie de *Dead Man* (1995, un fabuleux western moderne sur les traces de William Blake et de Neil Young) et de *Ghost Dog: The Way of the Samurai* (1999, rencontre du tueur froid typique de chez Jean-Pierre Melville et du bouddhisme américain).

Il n'est pas nouveau, ce beau trip de jeter des ponts entre les films, entre les hommes, entre les époques et entre les arts... Mais le (re)voilà, au goût du jour. *The Limits of Control* offre au spectateur un symbole de la mission de l'artiste et de la condition humaine.

The Limits of Control (États-Unis, Espagne et Japon, 2009), écrit et réalisé par Jim Jarmusch, avec Isaach de Bankolé, Tilda Swinton, Paz de la Huerta et Gabriel García Bernal. Durée : 1 h 56 min. Sortie en salle le 22 mai 2009.

En direct à TVA

Le gouvernement va de l'avant dans le dossier de la procréation assistée. Il sera donc possible d'assister à la prochaine procréation de Julie Snyder, en exclusivité pour les abonnés Illico. MUSIRONIE

MOYEN DE PRESSION

Une injonction de la Cour supérieure interdit au lock-outés du *Journal de Montréal* les manifestations devant les maisons des employés et des cadres ainsi que les attroupements de plus de 10 personnes aux abords des bureaux du *Journal*. Ils devront maintenant manifester un par un, en chantant des messages de paix, devant les locaux de *La Presse*.

MUSIRONIE

Absence

Les Remparts de Québec sont maintenant en vacances. Plusieurs habitants de la Vieille Capitale craignent que les Anglais en profitent pour les envahir.

MUSIRONIE

RAMON VITESSE

UNITED STEEL WORKERS OF MONTREAL, *Three on the tree* (Weewerk)

Ces anglophones de Montréal sont encore, après ce troisième album, encore quasi inconnus des francophones... dommage. Résolument indépendants (ils sont avec une micro-étiquette internationale de Toronto vraiment D.I.Y.) et savoureusement folk rock avec des pointes quasi punk, leur nom, USWM, évoquera bientôt l'époque révolue de l'industrie du char individuel (enfin on espérait très fort avant que nos avertissements de gouvernements y jettent nos avoirs collectifs). Il pourrait être ainsi traduit : Les travailleurs unis de l'acier de Montréal. Indubitablement enracinés dans la culture populaire et les scories de l'histoire parcellaire, nos six troubadours ont, notamment, eu recours à la Société historique de Saint-Henri pour élaborer des textes plus acérés... « Shot Tower », narrant la misère et l'empoisonnement d'un travailleur dans une usine de plomb du même quartier industriel, et « Rise up », en appelant à tous les largués pour se réunir et révolutionner, témoignent des velléités enragées de ces manuels de la musique. Par ailleurs, la bande s'applique à elle-même ses idées collectivistes, pour une richesse instrumentale (accordéon, banjo, mandoline, violon, basse, batterie et guitares) et de voix (voix de gars et de filles – en plus de chœurs) remarquable!

TAGADA JONES, *Les Compteurs à zéro* (Enragé Production)

TAGADA JONES, 6.6.6. (Enragé Production)

Si à ses débuts, il y a quinze ans, le groupe breton évoluait dans le punk rock, on reconnaît plutôt en lui le groupe-phare du renouveau punk hardcore hexagonal avec une touche métal-électro immédiatement reconnaissable. De fait, Tagada Jones frappe très fort avec une musique marquée par la fulgurance... Les textes sans concessions ne sont pas en reste et *Les Compteurs à zéro*, le sixième album du groupe, offre un véritable florilège de chansons rebelles électrifiantes telles « Désobéir », « D.I.Y. », « À force de cou-



rir»... La voix haut perchée de Niko, également guitariste et désormais aux machines depuis le départ du deuxième chanteur, y est toujours dangereusement galvanisante. L'album marqué des chiffres de la bête, antérieur

à *Les Compteurs à zéro*, fait figure de disque charnière en offrant 6 reprises (Les Shériff, Parabellum, OTH, Bérurier Noir, The Exploited, Trust) qui résume ntptinement les références, 6 inédits (dont « Hommage à Parabellum », un groupe de vétérans qui ont, encore maintenant, toutes leurs dents en persistant) qui permettent de clore la période quintette et 6 remix plus fous les uns que les autres... Quant à la pochette noire ornée d'une fameuse tête de mort; elle restera un standard du genre.

BENWELA, *L'Entonnoir* (Les Disques HLM/Dep)

Des fins fonds de l'Estrie, ce sextet a pris le temps de mûrir quelques années avant de balancer ce premier disque ambitieux sur la scène du rock québécois et francophile. Avec de musiciens chevronnés participant souvent à d'autres projets mémorables (Chiendent n'étant pas le moindre...), la variété des instruments (violon, mandoline, trompette, vibrapone, etc.) autant que des horizons musicaux métissés abordés (raï-core, trad-métal, blues, tarentelle, live-techno) ébahit! Coiffés d'un entonnoir, nos fous manient dérisoirement, humour et dénonciation dans des textes fameux tels « Où sont nos héros? », « Ne dites rien » et « Se libérer du connu ». Michel Cusson (UZEB, bande originale et jazz, etc.) signe une réalisation à la mesure de ce groupe qui pourrait évoquer le cosmopolitisme festif d'une Mano Negra québécoise...

Séisme

La Belgique a été secouée par un tremblement de terre atteignant 8 sur l'échelle de Richter, alors que Jacques Brel s'est retourné dans sa tombe à la suite de l'interprétation de sa chanson *La quête* par Bernard Lachance.

MUSIRONIE

De l'importance de l'histoire... et de l'édition

SIMON TREMBLAY-PEPIN

On nous donne souvent l'impression que les barrières linguistiques ont toutes été levées avec la mondialisation; que nous parlons tous et toutes une *novlangue* à peu près universelle qui nous permet d'échanger et de discuter avec des gens de pays à des milliers de kilomètres du nôtre. On nous le répète sans cesse : nous vivons dans une époque formidable. Dans ce contexte, se faire annoncer que la traduction d'un texte de l'anglais vers le français ouvre la porte d'un débat méconnu (voire inconnu) ici surprendra beaucoup. Pourtant, c'est bien ce que les éditions Lux viennent de faire en traduisant et publiant *Les origines du capitalisme* d'Ellen Wood.

Qui, au Québec, parle du débat sur la transition entre le féodalisme et le capitalisme? Bien sûr, quelques universitaires à la maîtrise en sociologie ou en science politique (la plupart à l'UQAM) en ont probablement entendu parlé. En dehors de ces quelques personnes qui ont eu la chance de connaître des professeurs ou des chargés de cours ayant travaillé sur des questions marxistes dans le monde anglo-saxon, rien n'est dit sur ce débat dans les milieux universitaires locaux, ne parlons même pas des milieux militants. Pourtant...

Pourtant la lecture de cet ouvrage majeur d'histoire nous convainc de toute la pertinence d'au moins comprendre les tenants et aboutissants de ce débat. On n'exige pas que soient largement débattues ici les thèses de Brenner, Wood, Hilton et compagnie, mais seulement qu'on tienne compte de ce qu'elles apportent à notre compréhension du système économique dans lequel nous évoluons.

Les nombreux écrits de Wood (dont les arguments sont largement résumés dans l'ouvrage) viennent poser une pierre dans le jardin de ce qu'on pourrait appeler le capitalisme naturel. Cette approche du capitalisme (à laquelle Marx lui-même ne serait pas étranger, en particulier dans ses écrits de jeunesse) postulerait un capitalisme très proche de la nature humaine. Il aurait attendu patiemment, toute l'histoire durant, que soient levées enfin les

Wood [vient] poser une pierre dans le jardin de ce qu'on pourrait appeler le capitalisme naturel

barrières politiques qui nuisaient à son expansion. Il y aurait, dans toutes les sociétés humaines, un capitalisme dormant et potentiellement réalisable qui se serait tranquillement développé avec l'augmentation du commerce, la croissance des villes et le perfectionnement technologique. Au fond, les humains auraient saisi toutes ces belles opportunités que leur offrait le marché une fois les barrières politiques de l'ordre ancien levées. Cette thèse est reprise tant par les tenants du capitalisme (Adam Smith



en premier lieu) que par certains de ses opposant-es (on pourra penser au dernier ouvrage de Michel Freitag – recensé ici en octobre 2008 – dont il serait intéressant de faire une étude critique à partir d'Ellen Wood).

Wood situe là une confusion importante dans les termes. Le capitalisme, ce n'est pas l'échange, le commerce ou l'urbanisation.

Il s'agit de rapports sociaux organisés d'une manière spécifique : à travers la médiation du marché. Qu'est-ce à dire? Que l'existence de marchés ici et là ne suffit pour y voir une « économie de marché » et que la volonté de profiter de « opportunités » sur ces marchés, n'est pas le fondement du capitalisme. Bien plus précise et riche est la différence entre le moment où le marché passe d'un lieu secondaire où il est possible de faire de l'argent à un espace social fondamental à travers lequel la satisfaction des besoins nécessaires à la vie doit être médiatisée.

Wood situe cette transition particulière en Angleterre entre le 15^e et 18^e siècle. Une conjoncture historique particulière, propre à l'Angleterre, a placé la noblesse anglaise et les fermiers à qui ils louaient leurs terres dans l'obligation de passer par le marché. En effet, comme tous pouvaient désormais calculer le rendement des terres et les situer par rapport à la valeur du bail contracté, la logique de marché devenait un passage obligé pour qu'à la fois les nobles et les fermiers assurent leur survie et, éventuellement, leur prospérité. Avec cette logique est apparue la notion d'*improvement* (amélioration) des terres agricoles pour en améliorer la rentabilité. Une réflexion sur cette notion d'*improvement* démontre à quel point la relation de transformation/rationalisation/destruction de la nature est un principe fondamental du capitalisme. Wood décrit ensuite comment cette logique a pu se répandre à travers l'Angleterre, l'Europe et le monde en se basant sur sa propre tendance à l'expansion.

Ce terrible roman de nos origines se lit avec facilité et n'exige en rien de vastes connaissances en histoire ou en philosophie. Wood est à ce point didactique que ses répétitions en deviennent parfois un peu agaçantes, surtout si, comme la fluidité de l'écriture et la belle traduction de François Tétreau invite à le faire, on lit l'ouvrage d'un seul coup.

Reste qu'il est parfois troublant de constater que d'aussi importants travaux dorment en périphérie de notre réflexion avant qu'une maison d'édition avisée ne se décide à les traduire. Cet état de fait nous rappelle le rôle crucial que jouent au Québec Lux et Écosociété en rendant disponibles de tels ouvrages. Reste à voir maintenant si Wood sera reçue et lue avec toute l'attention qu'elle mérite...

Ellen Meiksins Wood, *L'origine du capitalisme, une étude approfondie*, Lux, Montréal, 2009, 315 p.

Enfin! Le voile tombe

RENÉ GIRARD

Ainsi donc, ce que n'avait pu révéler une commission Bouchard-Taylor par trop complaisante avec son concept de «féminisme nouveau genre», ce qu'avait appuyé un certain féminisme à la Françoise David, «en compromission avec l'islamisme», voilà qu'une Québécoise d'origine algérienne, Djemila Benhabib, l'énonce clairement dans un livre paru chez VLB, *Ma vie à contre-coran*. Une femme témoigne sur les islamistes. «L'islamisme, nous dit-elle, sert de paravent pour justifier la barbarie à l'égard des femmes».

Lire l'ouvrage de Djemila Benhabib c'est entrer dans un univers sombre alors que ses rêves de jeune fille et de femme se voient confrontés à l'inimaginable cruauté découlant de la foi en Allah. Permissions atroces que se donnent certains êtres humains, permissions de violer, de tuer, d'exciser, recouvrant leurs passions désaxées d'un impossible sceau divin. Elle a vu cette horreur sans nom. Elle en a ressenti les effets. Elle peut en parler en connaissance de cause.

Née en Ukraine le 28 septembre 1972 d'un père algérien et d'une mère chypriote grecque qui se sont connus jeunes étudiants à la cité universitaire de Kharkov, Djemila se considère comme le chaînon entre l'Orient et l'Occident. Elle vivra le plus clair de sa jeunesse en Algérie avant d'immigrer en France en 1994, puis au Québec où elle demeure toujours depuis 1997.

Au début des années 1990 elle n'a pas encore 20 ans et la terreur s'installe en Algérie avec la montée de l'islamisme représenté par le Front islamique du Salut (FIS). On veut rejouer en Algérie la carte de l'Iran des Ayatollahs. Avec un pays déjà peuplé à 99,9 % de musulmans, Djemila s'explique mal, et avec raison, l'islamisation revendiquée. Mais de quoi s'agit-il? «Comment peut-on vouloir islamiser une société qui est déjà musulmane depuis quatorze siècles?» Réponse : les intégristes islamiques trouvent que l'islam tel que vécu jusqu'alors n'est pas l'islam véritable. Ce groupe minoritaire fait porter l'odieuse de ses actions barbares et sanguinaires à toute la communauté musulmane. De plus, il bénéficie du silence de la communauté internationale qui considère qu'il s'agit là d'une «spécificité culturelle». C'est dans leur culture, faut pas trop s'en faire, et ça les regarde, et on ne s'en occupe pas. C'est l'internationale Ponce Pilate.

Djemila dénonce et témoigne afin de nous montrer clairement de quoi il en retourne avec cet islamisme outrageant. Militante vigoureuse et enthousiaste, héritière de ses parents engagés depuis toujours pour que règne la démocratie, la voilà déjà dans toute sa fougue et sa jeunesse qui résiste avec d'autres, la liste est longue, devant ces hordes de bourreaux qui s'en prennent largement aux libertés fondamentales. Le Coran et ses principes rétrogrades gagnent du terrain. Djemila résiste à l'imposition du voile qui ostracise les femmes et les aliène. Pour décrire la situation ses mots sont excellents et combien percutants. Il faut lire et relire ce très beau passage :

On en arrive même à entretenir l'illusion que le voile pourrait être une alternative à l'hypersexualisation des filles, quand en fait le voile est l'une des pires formes de sexualisation des femmes. Le voile, c'est un rapport obsessionnel au corps, à la chair, au sexe. Le voile c'est le contrôle de la sexualité des femmes. Ne soyons pas assez naïfs pour croire que le hidjab serait acceptable, voire progressiste alors que la burka serait rétrograde et inacceptable. La différence entre les deux ne tient qu'à la taille du tissu. La signification reste la même : la manifestation archaïque de l'oppression et de la soumission des femmes.

Elle dénonce également le fameux Code de la famille, inspiré par la charia, qu'elle appelle «le code de l'infamie», en vigueur depuis l'été 1984 :

Ce code enferme les Algériennes dans un statut de mineure à vie (art. 11), légalise la répudiation (art. 48), maintient la polygamie (art. 8), oblige la femme à obéir à son mari et à ses beaux-parents (art. 39). Le mari a le devoir d'éduquer ses femmes. La bastonnade est légale. Le bâton est permis. À l'époque de l'adoption du code, la longueur du bâton fut l'occasion d'un débat national!

Ça nous change des commissions-bidons du Québec ça mes amis!

Enfin, elle se porte à la défense de la seule et vraie laïcité et déplore la laïcité à reculons qui accole à la laïcité l'adjectif «ouverte», comme s'il pouvait exister une laïcité «fermée». «La laïcité n'est pas une idéologie, elle est (sic) ni ouverte ni fermée, elle est la laïcité tout court. Elle est surtout la neutralité de l'État face aux diverses religions ou visions du monde».

Il faut lire ce livre, ne serait-ce que pour nous permettre de voir venir le danger que peut représenter une trop grande tolérance vis-à-vis des mouvements qui se présentent sous certaines apparences trompeuses. Vous saurez alors ce qui se cache derrière ce voile. Toutefois une ambiguïté persiste au long des pages et une question demeure sans réponse : puisque Djemila tient à son identité musulmane, que reste-t-il à la religion musulmane une fois que l'on a éliminé le Coran?



VALENTIN TARDI

TARTUFFE DE MOLIÈRE, VOLUME 1 (coll. Ex-Libris, Delcourt) de Duval et Zanzim

Une toute première adaptation en bande dessinée, qui utilise le texte original, de cette comédie aussi célèbre que verbeuse. Que d'intrigues et quel langage... Un découpage au scalpel, un dessin grotesquement pointilleux au diapason de cette galerie d'intrigants rehaussé juste ce qu'il faut par des couleurs glacées signées Hubert. Qui plus est, la formule BD favorise les allers-retours si utiles pour le profane et qui raviront le connaisseur en lui donnant envie de donner la réplique!

MARION DUVAL, L'AVENTURE CŒUR BATTANT (Bayard) de Yvan Pommaux

Mais pourquoi cette série pour enfants ici? Eh bien, il faut avouer que Marion est une frondeuse plutôt qu'une héroïne ridicule. Son père, journaliste s'entend d'une certaine Esther, une voleuse et esthète dans la lignée d'Arsène Lupin. La dame a un faible pour le papa de Marion et son garçon, Phil, se lie d'amitié avec cette dernière... Le plus beau c'est qu'ensemble ils tendent à rendre la police abscon. À preuve, cette savoureuse réplique au flic de la part de Marion et de son paternel qui ont facilité la fuite d'Esther : «Personne n'a le pouvoir de les retenir Commissaire. Ils sont libres! Libres comme les rêves...». Au-delà des quelques raideurs dans le dessin, on recommande chaudement la lecture de cet album, rassemblant les quatre premières aventures de Marion, avec des garnements. Également, relire ou découvrir le virulent écologisme d'*Alerte à la plantaline* que j'avoue préférer au tout nouveau *Les disparus d'Ouesant* pourtant bien envoyé!



Bulles explosives!

MES MILLE ET UNE NUITS AU CAIRE (Futuropolis) de Golo MENDIANTS ET ORGUEILLEUX (Futuropolis) de Golo et Cossery

Dans le premier livre, Golo dont le style rappellerait un Tardi survolté qui a décidé de devenir égyptien, raconte

sa rencontre avec un ami et passeur contre culturel fabuleux : Goudah Kalifah : «Un artiste du hasard, un créateur de situations, un tourbillon de fantaisie. Il renversait les conventions, faisait exploser le rire, s'effondrer les barrières». À ce phénomène, l'auteur ajoute sa fascination pour la culture populaire dont les fêtes, mais également, comme nous y introduit le titre, les Mille et une nuits. Véritable foutoir, on y découvre l'Égypte dans des détails et des rencontres, dans l'humour et ses mutations. Par exemple, à partir des années 30 les bains publics sont peu à peu abandonnés : «Tiens, c'est aussi à l'époque où commencent à disparaître les conteurs publics». Dans le second livre, une nouvelle adaptation BD d'un roman de Cossery, la préface de Joëlle Losfeld (son éditrice française) rappelle que Cossery était un professeur de philosophie détroqué en s'apercevant qu'il n'enseignait que du vent, voire des mensonges et plaquant tout pour rejoindre le petit peuple du Caire loin des nantis et de l'usurpation sociale... On reconnaît à Golo comme à Cossery un goût prononcé pour la dérision et l'humour. Dans ce roman noir égyptien, tout autant que dans la précédente adaptation de Cossery, *Les Couleurs de l'infamie* (Dargaud), on lira une fresque jubilatoire de ce qui est appelé la loi et l'ordre...

LA « CONSDEP » EN LIVRE

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Celles et ceux qui ont aimé (et cherché à travers les rares librairies qui les distribuait) les magazines de *La conspiration dépressionniste* («consdep» pour les intimes) pourront se réjouir de trouver les cinq premiers numéros publiés en un plaisant volume chez Lux. Au même moment, les numéros 6 et 9 de la revue étaient rendus disponibles, en un duo érotico-dark.

Bon. Les lecteurs et lectrices de ces pages commencent à connaître mon amour inconditionnel et vaguement sirupeux pour ce collectif qui est aussi responsable des sites *Pour un Québec morbide*, *Érouleville* et de l'imposant ouvrage *Québec, ville dépressionniste*. Je ne vous enquiquinerais pas une fois de plus avec tout le plaisir de n'être plus tout à fait seul que m'apporte la lecture de ces ouvrages. Je me limiterai à une phrase. Ou deux.

La thèse centrale de *La conspiration dépressionniste* est théoriquement importante et ses démonstrations empiriques sont fortement convaincantes. Il ne s'agit pas ici d'un simple magazine caustique qui attaque l'élite politico-culturelle et économique, il y a un apport crucial à la pensée critique contemporaine qui est actuellement snobé par les médias et les milieux intellectuels à cause de sa forme hétérodoxe et de son style grinçant. L'actuel silence qui entoure cette publication est une démonstration de l'aveuglement, s'il en fallait une, de la hauteur du débat intellectuel au Québec.



La vie de couple en 2009

PEUT-ON CRITIQUER YVON DALLAIRE?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

La rumeur veut qu'il soit le psychologue de couple le plus couru à Québec, avec des mois d'attente pour une consultation. Il a signé de nombreux livres de psycho-pop, fondé sa propre maison d'édition qui publie ses amis masculinistes, il donne des conférences et des entrevues à qui veut bien l'entendre et propose une chronique sur les rapports de couples (hétérosexuels) dans *Le Journal de Montréal* (même en lock-out). Le 4 mai 2009, Dallaire remâche et régurgite ses vieilles idées dans une chronique intitulée «Les besoins conjugaux des hommes». Devinez quoi : les hommes veulent du sexe, une épouse sexy, ou plutôt une épouse sexy qui lui offre son sexe. Point. À en croire ce grand psychologue, les femmes doivent s'y mettre, pour sauver leur couple et vivre... heureuses.

Dallaire explique que «peu de femmes sont capables de comprendre la profondeur du besoin sexuel d'un homme. Pour l'homme, c'est le sexe qui constitue le ciment du couple [...] il reste fidèle s'il obtient la satisfaction de ce besoin.» Dallaire précise que les hommes n'aiment pas le sexe avec n'importe qui. «Je le confirme: la grande majorité des hommes adore avoir à leurs côtés une femme séduisante», qui n'a pas «pris vingt à trente kilos» et qui n'est pas «moche». La psychologie

de couple au service du patriarcat, tout simplement.

Si ce n'était triste à pleurer, le plus drôle de cette chronique resterait sans doute ce passage, que l'on pourrait croire tiré des guides de préparation au mariage publiés au Québec dans les années 1950 : Pouvoir être accueilli par une femme chaleureuse au retour du travail et par des enfants courant vers lui, éviter tout sujet de controverse lors de discussions à table, passer une soirée tranquille (avec ou sans télé) une fois les enfants couchés, vivre dans une maison bien rangée et, occasionnellement, faire l'amour avec la femme de sa vie

constitue le rêve de tout homme en couple, selon notre psychologue des temps modernes. Yvon Dallaire ajoute qu'il s'agit là pour la femme d'une «excellente stratégie pour que l'homme s'investisse davantage dans les tâches ménagères et les soins aux enfants». Deux questions, alors. Quelles tâches l'homme fera-t-il après que la femme ait tout fait avant qu'il revienne du travail? Quelle est l'importance du principe d'égalité dans cette approche psychologique? Yvon Dallaire, c'est clair, n'a que faire de la notion d'égalité. Selon lui, la femme obtient l'égalité en prime, si elle s'offre sexuellement. Minoune considère que Minou n'effectue pas sa juste part des tâches domestiques et parentales? Allez hop! Une p'tite vite, espérant que l'hom-

me satisfait se lève ensuite pour faire la vaisselle et passer le balai... plutôt que de se retourner, s'endormir et ronfler. Fascinant!

Dans ce scénario, la femme insatisfaite ne devrait surtout pas confronter son conjoint, et le critiquer. Dallaire répète encore une fois que

l'homme valorisé pour ce qu'il est, non pour ce qu'il pourrait devenir, et admiré par les yeux étincelants de sa partenaire prend confiance en lui, se responsabilise et s'engage. L'homme critiqué se met sur la défensive et finit par fuir.

En deux mots, les femmes doivent admirer leur homme comme il est, et surtout ne pas le critiquer. Sinon, elles ruineront leur couple. Je fais un effort, mais je n'arrive toujours pas à comprendre le bien que retirera une épouse d'un couple en crise qui va consulter Yvon Dallaire. Lui dira-t-il : «voilà mon conseil, ma petite madame : mettez-vous au régime pour perdre une vingtaine de livres, faites plus souvent le ménage et l'amour, admirez votre conjoint et ne le critiquez plus. Quand vous reviendrez me voir, vous verrez, tout ira mieux.» J'imagine que Minou sera heureux de payer pour une telle consultation, car il s'en sort à très bon prix!

Et moi, si je critique Dallaire plutôt que de l'admirer avec des yeux étincelants, va-t-il finir par fuir, enfin?

SLAPP de rapper

PAR MARTIN DUFRESNE

Primeur dans l'Hexagone : un SLAPP qui ne vient pas d'une méga-entreprise mais d'un rapper qui n'aime pas trop que l'on conteste sa misogynie.

Face à des groupes de femmes et d'hommes qui parlent à son public des lyrics hyper-misogynes et homophobes de plusieurs des chansons, l'avocat d'Aurélien Cotentin (dit «OrelSan») a mis ceux-ci «en demeure d'interrompre immédiatement toutes [leurs] actions de nature à porter atteinte au bon déroulement de la carrière d'OrelSan...»

Liberté d'expression? Celle de qui...?

Dans leur volonté de protester contre «une conception de la liberté d'expression qui ne respecte ni l'humain ni le vivre-ensemble», quatre associations de la région de Rennes avaient appelé à un sit-in le jour d'un concert de l'auteur des chansons «Sale pute» et «Suce ma bite pour la St-Valentin», devant la Maison des Jeunes et de la Culture locale. Il s'agissait de Pulsart, association nationale d'actions artistiques auprès des jeunes en difficulté, et de trois asso-

ciations locales qui agissent pour les droits et l'autonomie des femmes. «L'entrée de la salle a été bloquée pendant une heure par quelques manifestant/es, retardant ainsi le concert. Cette action s'est déroulée sans violence. Pendant le blocage, les participant/es, des militant/es d'associations et des étudiant/es de Rennes 2, ont discuté avec le public pour leur faire prendre connaissance de la teneur des textes d'OrelSan et de leur gravité», expliquent les personnes mises en cause, que des dizaines d'associations appuient déjà contre les menaces de Cotentin. Est-ce cette réflexion publique, style «on s'assoit et on discute» qui inquiète le rapper (blanc) et son manager? Voici quelques exemples des propos en cause :

SUCE MA BITE POUR LA SAINT-VALENTIN

(...) (Mais ferme ta gueule) ou tu vas t'faire marie-trintigner J'te l'dis gentiment, j'suis pas là pour faire de sentiments J'suis là pour te mettre 21 centimètres Tu seras ma petite chienne et je serai ton gentil maître (...) Excuse-moi miss, laisse-moi dégrader tes p'tites fesses (...) J'bois, baise, jusqu'à c'que t'en sois mal en point (...) J'aime pas celles qui avalent, j'aime celles qui font des gargarismes

Celles qui ont su rester enfants, j'les soutiens dans leur combat d'femmes Vis le sexe comme un conte de fées, depuis qu'j'ai mon BAFA J' respecte les shneks avec un Qi en déficit Celles qui encaissent jusqu'à finir handicapées physiques (...) Viens bébé on va tester mes nouvelles MST!

DIFFÉRENT

(...) J'finirais par acheter ma femme en Malaisie Les putes à blogue sont plus bonnes en photos qu'dans la vraie vie Nan, j'suis pas un produit marketing J'suis sensible, j'me sens sale après avoir été voir les filles (...) Renseigne toi sur les pansements et les poussettes J'peux t'faire un enfant et te casser l'nez sur un coup de tête (...)

Cotentin-Cantat, même combat?

Des propos qui déclencheraient immédiatement un processus d'incrimination et d'amende musclée s'ils étaient adressés à une minorité raciale passent la barre à tel point que Cotentin les endisque et s'en prend à la liberté d'expression de qui les conteste. Comme si l'image si romantique de «l'homme en détresse» (© F4J) excusait d'avance tous les appels au meurtre, en attendant les vrais ; Monsieur Noir

Désir, Bertrand Cantat, l'assassin de Marie Trintignant, déjà sorti de tôle, a encore plein de fans furax au pays de la Vie en Rose... Que ce soit «par amour» ou «pour rire», la rancœur machiste fait encore vendre au pays de Léo Ferré, où le corps des femmes demeure le «lieu privilégié de l'attentat» (Robbe-Grillet), celles-ci demeurant soustraites à l'application du droit sur la propagande haineuse.

Le vent tourne

La mobilisation actuelle – étendue à d'autres villes où se produit Cotentin – donne tort à ceux pour qui s'insurger n'aurait pour effet que de faire de la pub aux misogynes contestés. Et entre-temps, un groupe comme Radiohead – qui n'a rien à foutre de la provocation primaire – profite de ses concerts pour distribuer par milliers de brochures de sensibilisation aux ravages de l'industrie de la porno et de la prostitution, comme il l'a fait au parc Jean Drapeau en août dernier.

Parce que quand la justice se range aussi facilement dans le camp des dominants, il n'y a pas mieux qu'un véritable soulèvement populaire.

Pour cosigner une lettre ouverte à ce sujet : Mix-Cité Rennes : <http://mixcite.rennes.free.fr/>

Richard Martineau président de la FFQ?

Richard Martineau en sait des choses sur le féminisme : un jour, il dit que les représentantes du féminisme au Québec sont moches et ne savent pas s'habiller, l'autre jour qu'elles sont aussi puritaines que les curés, et enfin qu'elles et Ben Laden, c'est du pareil au même. Or saviez-vous que la présidence de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) sera vacante d'ici quelques semaines? Je crois que Richard Martineau est en campagne électorale...

Revenir aux vieilles habitudes

American Apparel verse 5 millions à Woody Allen pour appropriation de son image. Ils auraient dû s'en tenir à des adolescentes sans le sou.

POISSON D'AVRIL FÉMINISTE

La FFQ se déclare pour le port de la burka pour les femmes et pour les hommes. Enfin l'égalité!... et s'en est fait des sales tronches de mal baisés hystériques en pleine andropause de Richard Martineau, Benoit Dutrissac et Mario Roy.

La prostitution est-elle l'avenir de l'homme?

MARTIN DUFRESNE

Une faune radio-canadienne ben fatiguée s'efforce de nous intéresser au petit commerce de Madame Losique et au «Spécial Sexe» de la revue *Urbania*, un ramassis d'articles qu'on croirait sortis d'un vieux Penthouse encroûté d'humeurs humaines.

Panique du côté des imprimés straight ou volonté de récupérer les pimps annonceurs libérés par la faillite de l'hebdo ICI? L'action de *Playboy* dégringole en bourse (- 90 %!), et *Urbania* joue son va-tout, supprimant tout commentaire critique de son site Web et nous présentant, entre autres «plottes à puck», une «collégienne en chaleur avec la voix de Laure Waridel». Des fois, trop, c'est comme pas assez...

Changement de paradigme

En fait, toute l'industrie de la prostitution passe actuellement un mauvais moment. Le libertarisme bon teint de la «Happy Hooker», où d'aucuns ont cru voir une libération sexuelle, est contré par la prise de parole de femmes dénonçant leur vécu, que ce soit dans la rue ou derrière des portes closes (Nelly Arcan : *Putain*; Camille Fortin : *Bordel*;

des femmes de Québec avec l'exceptionnel essai d'anthropologie *Je vous salue...* édité par Rose Dufour (Multi-Mondes, 2004).

À Vancouver, des organisations féministes comme Vancouver Rape Relief et l'Aboriginal Women Action Network ont été galvanisées par le

procès de Robert Pickton – qui aurait assassiné 49 femmes en situation de prostitution depuis dix ans. Elles ont invité l'automne dernier, pour une conférence de deux semaines, *Flesh Mapping*, des représentantes de mouvements de base des pays riverains du Pacifique, cibles privilégiées des touristes sexuels – les amateurs de femmes trop pauvres pour dire «Non». Et elles semblent avoir fait échouer un projet de légalisation des bordels pour les Jeux olympiques de 2010. Un recours collectif visant à faire décriminaliser le proxénétisme a aussi échoué en Colombie-Britannique en février.

Impérialisme sexuel

Et puis, on parle enfin des responsables et non seulement du «choix» laissé aux gens qu'ils exploitent. Victor Malarek, journaliste d'enquête, vient de publier *The Johns : Sex for Sale and the Men Who Buy It* (Key Porter Books), un exposé du cynisme des conseils qu'échangent les consommateurs de femmes et d'enfants sur Internet. Il détaille les motivations et privilèges qui placent au-dessus de tout soupçon les prostituées (un homme sur neuf au Canada).

Malgré des maladrotes de style, cet ouvrage met en lumière un impérialisme sexuel masculin que cherche à banaliser la culture pornographique et auquel Internet donne aujourd'hui une portée mondiale. Malarek avait déjà publié *The Natashas*, sur la traite aux fins d'exploitation sexuelle.

Au Québec, Richard Poulin, Mélanie Claude et Nicole Laviolette détaillent dans *Prostitution et traite des êtres humains, enjeux nationaux et internationaux* (L'Interligne, Ottawa, 2009) le lien entre la demande masculine et la destruction des économies du Tiers-Monde. C'est le capital qui condamne les populations à émigrer ou vendre femmes et enfants aux touristes sexuels. Leur analyse de la prostitution au pays révèle les mêmes patterns, surtout pour les filles et femmes racisées, amenées au marché par la pauvreté et l'hypersexualisation. Quant aux politiciens, malgré de belles paroles, leurs flics ne harcèlent que les personnes prostituées, presque jamais leurs exploitateurs.

Un choix à faire

La Suède, la Norvège et l'Islande ont, depuis dix ans, reconnu l'achat de services sexuels comme une violence envers les femmes et ont battu en brèche cette sacro-sainte demande. Des États comme les Pays-Bas, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande et le Nevada (aux États-Unis) qui avaient décriminalisé ce marché, amorcent un retour en arrière – rachetant des licences de bordels, par exemple – en reconnaissant s'être trompés (Stark et Whisnant, 2004; Farley, 2007). En effet, le crime organisé a proliféré, la violence anti-femmes persiste et la prostitution illégale continue, alimentée par la traite.

Au Canada, les «clients», proxénètes et bordels sont à peine inquiétés, le Bloc et le NPD allant encore jusqu'à réclamer la levée de toute sanction contre acheteurs et entremetteurs. S'intéresserait-on aux milliardaires «déboursés» 11 % de nos hommes sur ce marché?

Abolir les méfaits

À Montréal, la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES) cherche depuis quatre ans à casser cette érotisation croissante de l'oppression de classe. Elle le fait en donnant la parole aux premières concernées, en exigeant une décriminalisation nécessaire et urgente des personnes en situation de prostitution, et en proposant des solutions concrètes pour répondre efficacement aux lourds problèmes sociaux qui forcent femmes, jeunes et transgenres à monnayer leur sexualité.

La CLES refuse de se limiter à une simple «réduction des méfaits» (RDM), un paradigme valide pour les toxicomanies, qui est un tout autre problème. Si elle rejoint et aide des gens mal en point, la RDM conforte le système prostitutionnel dans la mesure où ses adeptes – comme l'organisation Stella – s'interdisent de contester et d'abolir cette exploitation.

On ne distribue pas de café dans un camp d'extermination...

Plus d'information : http://sisyphe.org/rubrique.php?id_rubrique=12 et www.lacles.org

